Comment desserrer l'étau de l'oligarchie financière ?

FRANÇOIS CHESNAIS
économiste

Dans le climat intellectuel et politique actuel, voici un livre bienvenu. Les termes du débat sont définis dès le premier paragraphe : l'évolution de la répartition des richesses dans le long terme et le rapport entre l'accumulation de capital privé et sa concentration donnent-ils raison plutôt à Marx, qui annonçait leur polarisation croissante, ou à Kuznets, l'économiste américain des années 1950 qui prévoyait leur atténuation sous l'effet de la croissance ? Thomas Piketty se place du côté, non de la science économique, avec sa prétention à « une scientificité supérieure aux autres sciences sociales » et à une « neutralité » dans le débat politique, mais de l'économie politique, « expression un peu vieillotte » mais dont il se réclame. Celle-ci cher-

Un contexte de croissance lente, d'explosion du salaire des « super-cadres », de montée des loyers...

che à réunir et analyser de façon méthodique des données qui aident à ce que le débat démocratique soit mieux informé et se focalise sur les bonnes questions.

Il tire deux grandes conclusions de son travail. La première est qu'en matière de répartition des richesses il faut se départir de tout déterminisme économique : son histoire est profondément politique. La réduction des inégalités observée dans les pays développés pendant une phase du XX^e siècle a été le produit des guerres et de la crise de 1929, ainsi que des politiques publiques établies à la suite de ces chocs et des luttes sociales qui les ont accompagnées. De même, la remontée des inégalités dans les années 1970-1980 doit beaucoup au retournement politique des dernières décennies, notamment fiscales et financières. Des processus cumulatifs s'enclenchent où les changements dans les « représentations que se font les acteurs économiques, politiques, sociaux de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas » contribuent à « modifier le rapport de force entre eux et à façonner les choix politiques qui en découlent ». La mort, sous les tirs de la police, des mineurs de Marikana en Afrique du Sud, en grève contre les niveaux de salaire fixés par des actionnaires basés à Londres, conduit Piketty à s'interroger : « L'affrontement capital-travail appartient-il au passé ou sera-t-il l'une des clés du XXI^e siècle ? » Question que « l'extrême concentration de la propriété du capital » ainsi que la recherche de rendements élevés obligent à poser. Bonne entrée en matière qui encourage d'aller plus avant.

Le « capital au XXI^e siècle » est étudié ici comme capital-propriété, et non comme capital-fonction (distinction importante de Marx). On n'y trouvera rien sur la concentration, l'internationalisation de la production ou la mise en concurrence mondialisée des travailleurs, qui sont le substrat du rendement du capital. Mais on saura gré à Piketty d'inclure dans ses calculs de rendement non seulement les profits et les dividendes, mais aussi les intérêts nourrissant la rente financière, ainsi que les loyers attenants à la rente immobilière, à laquelle il prête grande attention. Ce capital-propriété s'est accru sous l'effet cumulé du partage entre capi-

tal et travail dans un contexte de croissance lente, d'explosion du salaire des « super-cadres », de montée des intérêts et des loyers mais aussi de la transmission par héritage. Le chapitre « Mérite et héritage dans le long terme » met ce facteur en regard des autres facteurs d'inégalité. L'accumulation patrimoniale par héritage est redevenue importante, et les conseils donnés par Vautrin à Rastignac (se marier à une héritière plutôt qu'étudier) ont retrouvé leur pleine pertinence.

La seconde conclusion de Piketty est donc que la dynamique de la répartition des richesses met en jeu de puissants mécanismes qui vont bien au-delà de ceux généralement analysés par la science économique. Examinés sur un siècle ou plus, on constate qu'ils poussent plutôt dans le sens de la divergence. Ce sont les événements particuliers du XX^e siècle – guerres, grande crise, puissants mouvements sociaux – qui ont permis une phase de convergence. Puisqu'il n'existe aucun processus spontané permettant d'éviter que les tendances inégalitaires ne l'emportent durablement, l'action de l'Etat a une importance décisive. Le livre se termine donc par des propositions d'action publique. Elles sont détaillées dans quatre chapitres. Le premier, « Un Etat social pour le XXI^e siècle », brasse un ensemble très large de questions. La défense des retraites par répartition s'accompagne de celle des comptes individuels, dont on est un peu étonné d'apprendre qu'ils aideraient à « ce que l'accumulation patrimoniale puisse également concerner les plus modestes ». Vient ensuite un chapitre où Piketty reprend des propositions qu'il a défendues depuis longtemps, à savoir le retour à l'imposition des hauts revenus aux niveaux « confiscatoires » des Etats-Unis des années 1930. Le volet suivant est celui de « l'utopie utile » de l'impôt mondial sur le capital. C'est ici manifestement que Piketty a le plus à cœur de dire quel devrait être « le rôle idéal de l'Etat ».

Mais l'époque où l'économie politique pouvait s'adresser à des princes éclairés est depuis longtemps révolue. Quand on sait le sort fait à la très modeste proposition de taxe sur les transactions financières (« taxe Tobin »), on reste sceptique et on attend avec impatience le chapitre sur la dette publique. Piketty nous a dit que les rapports de force sont décisifs. On pourrait donc penser qu'une large mobilisation politique pour l'annulation de la dette et la socialisation du système bancaire soit reconnue comme un levier important qui desserrerait l'étau de l'oligarchie financière ? Las ! Ce serait courir le risque « de panique bancaire et de faillites en cascade ». Nous voici donc renvoyés de nouveau à un « impôt exceptionnel ». Reste à saluer la clarté et l'intelligence de la présentation des données. Sur les inégalités, chacun a désormais les pièces en main. ■